



Communiqué de presse

**115e jour du blocus de l'Artsakh :
Laurent Wauquiez agit pour sauver les Arméniens de l'Artsakh
Nouvelle avancée des forces armées azéries en territoire arménien**

Paris, 7 avril 2023 - Au 115 jour de la crise humanitaire de l'Artsakh (Haut-Karabakh) et du blocus impitoyable exercé par l'Azerbaïdjan, les forces militaires azéries poursuivent l'oppression à l'encontre de 120 000 civils Arméniens natifs de l'Artsakh. Dans la précarité, et face aux privations de biens essentiels, de médicaments, de chauffage, d'électricité (coupé aléatoirement) et l'accès à l'éducation (les écoles sont fermées), la vie de la population est en péril.

Les experts des droits de l'homme de l'ONU ont déclaré que le corridor de Latchin est le seul lien de transport qui relie le Haut-Karabakh à l'Arménie et au monde extérieur et qu'il revêt une grande importance humanitaire. Le blocus a perturbé la livraison de nourriture, de médicaments, de carburant et d'autres biens essentiels aux 120 000 personnes vivant dans le Haut-Karabakh. La situation humanitaire s'est aggravée en raison des interruptions périodiques de l'approvisionnement en gaz, qui ont entravé le fonctionnement des institutions médicales. Les établissements d'enseignement ont également été incapables de fonctionner et ont cessé leurs activités. Les experts de l'ONU craignent sérieusement que le blocage à long terme de la seule route reliant le Haut-Karabakh au monde extérieur n'entraîne des conséquences humanitaires catastrophiques pour la population et des violations des droits.

Laurent Wauquiez agit pour l'Artsakh

Le président de la région Auvergne Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, dans le Syunik (Sud de l'Arménie) devant le corridor de Lachin, a dénoncé la situation humanitaire catastrophique de la population d'Artsakh /Haut Karabakh, en violation totale des règles du droit international. Il a déclaré qu'un convoi sera organisé avec le soutien de la région Auvergne Rhône-Alpes et portera le drapeau de notre sa région. Il s'approchera du corridor Lachine et exigera le passage vers l'Artsakh. « Soit le convoi passera et nous aurons une lueur d'espoir, soit le convoi sera interdit et cela nous donnera l'occasion de présenter cette question aux organisations internationales et européennes, qu'une fois de plus le droit international est violé et que des mesures doivent être prises », a-t-il ajouté le Président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes. Il a appelé la France et la communauté internationale à prêter attention à l'Arménie et à l'Artsakh au milieu des menaces de l'Azerbaïdjan et a ajouté qu' « Il faut le faire savoir » a dit Laurent Wauquiez dans son message.

Du 31 mars au 3 avril 2023 a eu lieu une nouvelle agression de l'Azerbaïdjan en violation du l'accord tripartite, et occupation militaire des territoires de la République d'Arménie.

Les forces armées de l'Azerbaïdjan ont avancé en territoire de la République d'Arménie, et se sont positionnées aux abords du village de Tegh (près de Goris). Les unités de l'armée azerbaïdjanaise s'étaient redéployées jeudi dernier dans différents secteurs du district de Lachin enclavé entre l'Arménie et le Haut-Karabagh, unique axe reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie. Le Service de sécurité nationale (SSN) de l'Arménie a indiqué que les forces armées azéries ont avancé de plus de 300 mètres dans le territoire de l'Arménie, et ce sur cinq sections locales de la frontière arméno-azérie limitrophes du village arménien de Tegh. Les responsables locaux et les agriculteurs ont précisé que Tegh avait perdu une grande partie de ses terres agricoles et pâturages du fait de cette opération militaire. Actuellement les forces azéries poursuivent leurs travaux de fortification et creusent des tranchées en territoire souverain de l'Arménie. Le renforcement significatif des forces militaires azéries est observé dans le corridor de Latchin.

Bien que la décision de la Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à l'Azerbaïdjan, mercredi 22 février, d'« assurer la circulation sans entraves des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine », le Président Aliyev, ignore le droit International, et bénéficie d'une zone GRISE de non droit, alors que l'attention médiatique est focalisée par l'agression de l'Ukraine. Cependant la crise actuelle ne constitue pas un passe-droit international, Aliyev doit savoir que sa détermination de résoudre le conflit politique par l'usage brutal de la force l'amènera devant la Cour Internationale de Justice, au même titre que Vladimir Poutine.

Contact presse :

ARMARAS

127 rue de Bellevue – 92100 Boulogne-Billancourt – +33 (0) 1 41 46 92 32

Gérard HOVAKIMIAN : g.hovakimian@prodarev.fr – +33 (0) 6 60 43 59 21

A propos d'ARMARAS :

ARMARAS est un collectif de plus de 200 professionnels et volontaires de tous horizons qui s'est spontanément structuré afin d'apporter aux médias toute la documentation nécessaire pour établir la vérité sur ce conflit. Ce collectif est composé d'un groupe stratégique qui donne les principales orientations aux différents groupes de travail : réseaux sociaux, presse, marketing digital et réseau international (USA, Europe et Canada). Pour cela, ARMARAS propose plusieurs outils : conférences, cartographies, mise en contact avec un réseau de spécialistes (histoire, économie, géopolitique...), photos, voyages de presse, contact avec des fixeurs...